



Soutenir les systèmes alimentaires durables



Les pratiques agricoles et de pêche non durables ont mis à rude épreuve notre terre, notre air, nos cours d'eau et nos océans, menaçant la durabilité de nos systèmes de production alimentaire et de d'autres services écosystémiques. Notre système alimentaire actuel est un des principaux contributeurs aux changements climatiques, et nous ne reconnaissons pas comme il se doit les coûts environnementaux des systèmes actuels de production et de distribution alimentaire – à savoir la pollution de l'air et de l'eau, la contamination des sols et la perte de la biodiversité.

L'indice composé de la biodiversité de 2011 du secteur agricole canadien était évalué à 44 (Moyen). Bien qu'il ait légèrement augmenté depuis 2006, il montre que nous pouvons et devrions faire bien plus pour améliorer la biodiversité. Des améliorations ont été constatées dans la qualité de l'air entre 2006 et 2011, tandis que la qualité de l'eau s'est dégradée. Malgré les engagements pour soutenir davantage les pratiques agricoles durables au plan environnemental, le nombre d'acres au Canada qui est soumis aux fertilisants, herbicides, insecticides et fongicides continue d'augmenter¹. Depuis le début du 20e siècle, environ 75 pourcent de la phytogénétique a été perdue à l'échelle mondiale et 30 pourcent des races d'animaux d'élevage sont menacées d'extinction.

La durabilité va bien au-delà de l'environnement – il s'agit aussi de garantir une vie décente, des communautés dynamiques et des économies régionales résilientes. À travers le pays, les nouveaux agriculteurs peinent à accéder aux terres agricoles, à la formation et au financement de démarrage. La valeur des terres et des bâtiments a augmenté de près de 40 pourcent depuis 2011, et le Financement agricole Canada prédit que la dette des agriculteurs atteindra bientôt un milliard de dollars. Il y a de plus un manque pressant de main-d'œuvre dans le système alimentaire canadien, tout comme un urgent besoin d'examiner les conditions de travail, particulièrement celles des travailleurs migrants.

Statistiques essentielles

Les Canadiens gaspillent 40% de la nourriture produite, ce qui nous coûte annuellement 31 milliards de dollars.²

En 2013, 12% de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie canadienne provenait de la production agricole et animale.

Seulement le 1/4 des réserves de poissons du Canada sont considérées être à des niveaux sains, et le manque de diversité des espèces de l'industrie canadienne des produits de la mer rend plusieurs communautés côtières vulnérables au déclin des réserves.

L'âge moyen des agriculteurs canadiens continue d'augmenter - actuellement à 55 ans – tandis que le nombre de fermes continue de diminuer, en baisse de 6% depuis 2011.

Une méta-analyse de 2005 a révélé que les fermes biologiques possèdent 30% plus de richesse en terme d'espèces et 50% plus d'abondance d'organismes que les fermes conventionnelles.

Il y a un déséquilibre important entre les investissements et la recherche faits en agriculture biologique comparativement aux approches conventionnelles: seulement 0,25% du budget de R&D d'Agriculture et Agroalimentaire Canada en 2015 a été alloué à l'agriculture biologique, bien que ce secteur représente 2% de l'agriculture canadienne.





Ce qui doit être fait

Une politique alimentaire nationale devrait encourager des méthodes de production et d'approvisionnement qui valorisent l'environnement naturel plutôt que de l'appauvrir; des méthodes qui contribuent à une vision d'ensemble où toute personne vivant sur le territoire canadien a accès à des systèmes alimentaires durables, fiables, résilients et culturellement appropriés. Pour ce faire, nous devons non seulement préserver nos sols, notre eau et notre air, mais aussi préserver et protéger les terres agricoles, les forêts et les milieux humides ainsi que protéger et mettre en valeur la biodiversité. Les peuples et communautés autochtones font figure de chef de file en matière de protection de la terre et des ressources naturelles et devraient être reconnus pour ce leadership.

Le gouvernement fédéral a reconnu dans le Cadre stratégique agricole (Déclaration de Calgary 2016) l'importance d'effectuer un virage vers des pratiques agricoles plus écologiques et résistantes au climat. Ces priorités doivent transparaître dans l'ensemble de la politique alimentaire nationale : des secteurs de la production, de la distribution et de la transformation alimentaire jusqu'à la gestion des déchets. Nous devons notamment maintenir et gérer correctement notre milieu marin pour qu'il puisse soutenir un secteur de la pêche et de l'aquaculture économiquement viable, et qu'il ait la capacité d'atténuer les changements climatiques et d'assurer la sécurité alimentaire des communautés côtières.

Les changements climatiques sont un facteur clé de la durabilité de l'environnement, mais ce n'est pas la seule préoccupation urgente. Une approche focalisée sur l'adaptation aux changements climatiques ne sera pas suffisante pour garantir une durabilité à long terme de notre système agro-alimentaire et des écosystèmes biodiversifiés sur lesquels il repose. Pour assurer un futur vraiment durable de l'alimentation, nous devons effectuer un changement de paradigme de nos politiques alimentaires: s'éloigner d'une priorisation de la culture à grande échelle et de la croissance orientée vers les exportations pour se rapprocher des approches plus diverses et agro-écologiques qui assureront la prospérité à nos agriculteurs, pêcheurs et éleveurs des générations à venir.

Pour y arriver, il est important de développer une approche des systèmes alimentaires qui relie les différents points tout au long du processus - de la production à la consommation - et qui nous permette de comprendre la corrélation entre les différents indicateurs environnementaux tels que la qualité des sols, la biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. La durabilité et la croissance économique peuvent se renforcer mutuellement, à condition de repenser nos priorités (par exemple, valoriser à la fois les marchés internationaux et domestiques) et d'adopter une vision à plus long terme.

La politique alimentaire nationale est une occasion de développer et de mettre en valeur des méthodes de production et d'approvisionnement alimentaire qui protègent nos terres, notre air, notre eau et nos forêts, préservent la biodiversité et contribuent à un système alimentaire résilient et diversifié : un système qui puisse répondre efficacement aux défis que posent les changements climatiques.





Actions prioritaires pour la politique alimentaire

Procéder à une révision des politiques en alimentation et agriculture pour veiller à ce que les programmes et les soutiens incluent une diversité d'entreprises agricoles et alimentaires - différents secteurs, méthodes de production et circuits de commercialisation – particulièrement ceux qui promeuvent des pratiques durables.

Offrir des occasions de soutien et de formation aux agriculteurs et aux pêcheurs pour qu'ils puissent effectuer une transition vers des régimes de production plus agroécologiques. De plus, offrir un nouveau soutien significatif aux nouveaux agriculteurs ainsi qu'un financement public pour la recherche et le développement en production biologique mené par les agriculteurs et pour le transfert de connaissance.

Réviser la Loi canadienne sur les pêches pour mieux protéger les habitats des poissons et soutenir la pêche durable dans les communautés côtières.

Mettre en place une stratégie nationale de réduction des pesticides synthétiques qui inclut de la recherche et du développement, de la réglementation, du transfert de connaissance et des incitations fiscales, faisant ainsi du Canada un leader de la lutte antiparasitaire durable à faible risque.

Améliorer l'évaluation indépendante et la transparence quant aux processus d'approbation des aliments génétiquement modifiés et aborder le problème de la contamination des cultures non GM par les cultures GM.

Protéger et préserver la biodiversité par la mise en œuvre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (adopté en 2001), lequel met de l'avant un régime d'accès et de partage des avantages pour l'utilisation du matériel génétique des plantes en alimentation et en agriculture et reconnaît la contribution des agriculteurs à la diversité des cultures.

Exercer son leadership et travailler avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux afin de développer une stratégie nationale de réduction des déchets, et de déterminer les moyens les plus efficaces de réduire le gaspillage alimentaire aux différentes étapes de la production/chaîne d'approvisionnement, jusque dans les foyers canadiens.





Ressources clés

USC Canada. How Canada can support more diverse and resilient food systems. Juin 2017

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation. [Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation](#) : Effets des pesticides sur les droits de l'homme. Rapport au Conseil des droits de l'homme. Janvier 2017

IPES. [From Uniformity to Diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems](#). 2016.

Canadian Organic Growers, USC Canada, Canadian Organic Trade Association and the Organic Federation of Canada. [Investing in Organic Agriculture: A Path to Clean, Inclusive Economic Growth. Recommendations for the Next Agricultural Framework](#). Novembre 2016.

Charles Z. Levkoe, Rachael Lefebvre and Alison Blay-Palmer. [Food Counts: Pan-Canadian Sustainable Food Systems Report Card](#). Mai 2017.

Agriculture et Agroalimentaire Canada. [L'agriculture écologiquement durable au Canada : Série sur les indicateurs agroenvironnementaux - Rapport numéro 4](#).

Ross, Karen [Bringing innovation to pest management policy](#). Mai 2017

¹ Levkoe et al (2017). [Food Counts: A Pan-Canadian Sustainable Food Systems Report Card](#)

² Gooch and Felfel (2014). "\$27 Billion Revisited: The Cost of Canada's Annual Food Waste." Value Chain Management International Inc.

³ Oceana (2016). [Une prise de conscience: Comment restaurer l'abondance des océans canadiens](#).

⁴ Statistique Canada (2017). [Recensement de l'agriculture 2016](#).

⁵ Bengtsson et al. (2005). [The effects of organic agriculture on biodiversity and abundance: a meta-analysis](#).

⁶ La Vue d'ensemble 2016 de Agriculture et Agroalimentaire Canada indique que 649,5 millions de dollars ont été investis dans la recherche et le développement agricole en 2015. Seulement 1,6 million de dollars est allé à l'agriculture biologique dans la même année – cela équivaut à seulement 0,25% du budget en R&D.

